# La contrebande, le secteur informel et le défi du développement au gouvernorat de Médenine

de Dr. Riadh Béchir

C·A·Perspectives on Tunisia No. 01-2017

This paper has been published as a result of the program “Policy Advice and Strategy Development”, conducted by the Center for Applied Policy Research (C·A·P) in cooperation with the Union des Tunisiens Indépendants pour la Liberté (UTIL), the Arab Institute for Human Rights (AIHR) and the Faculty of Legal, Political, and Social Sciences of the University of Carthage. The program is part of the “Bavarian-Tunisian Action Plan 2016-2018“ that the government of the Free State of Bavaria implements in cooperation with the Ministry of Development, Investment and international Cooperation of the Republic of Tunisia.

PROJECT SUPPORTED BY BAYERISCHE STAATSREGIERUNG

# La contrebande, le secteur informel et le défi du développement au gouvernorat de Médenine

*Dr. Riadh Béchir*

## SOMMAIRE

Cette analyse s'adresse au sujet du commerce informel au gouvernorat de Médenine en Tunisie. A présent, la libre circulation des biens et des personnes a fait de ce gouvernorat un important couloir d'échange et de transit entre la Tunisie et la Libye. Depuis plusieurs années, le secteur informel a pris de l'ampleur dans la région grâce aux relations de voisinage et au différentiel de prix. Il serait ainsi primordial de réaliser une analyse et diagnostic de secteur de contrebande, afin de voir les possibilités de changer le commerce informel qui marque la région de Médenine vers la formelle.

Dans ce contexte, il est proposé de :

– Créer un espace économique international entre le gouvernorat de Médenine et l'ouest de la Libye;

– Commencer à la mise en œuvre d'un processus de formalisation du secteur informel au gouvernorat de Médenine.

Les recommandations présentées peuvent étendre à la réalisation des études et à l'organisation des ateliers sur des sujets spécifiques avec les parties prenantes concernées (le rôle de l'état en général et de la garde nationale en particulier dans le périphérique, la douane, les contrebandiers, le rôle de la société civile, etc.).

## PARTIE ANALYTIQUE

### 1. Le gouvernorat de Médenine

Situé dans le Sud-Est de la Tunisie, le gouvernorat de Médenine s'étend sur une superficie de 9.167 km2 soit 5,9 % du territoire national et 10 % de la superficie de tout le sud tunisien et compte en 2014 une population de 479.520 habitants (INS 2014). Le gouvernorat de Médenine est constitué de neuf délégations : Médenine-Nord, Médenine-Sud, Djerba-Houmt Esouk, Djerba-Midoune, Djerba-Ajim, Zarzis, BenGardane, Sidi Makhlouf et Beni Khedache.

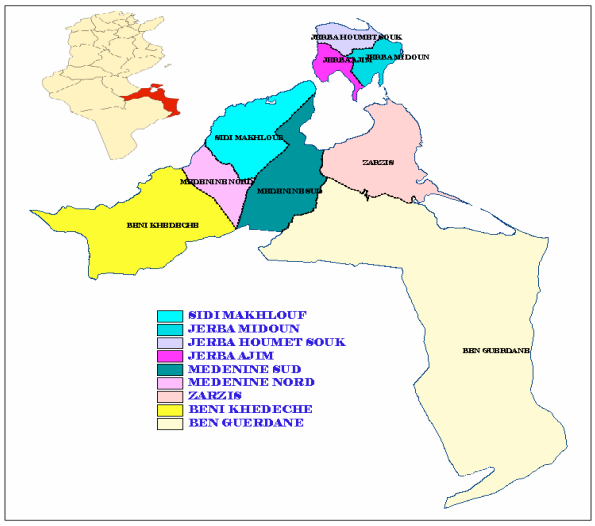


Illustration 1 : Carte administrative du gouvernorat de Médenine (Source : Béchir 2013a)

La zone d'étude se caractérise par un climat aride marqué par une pluviométrie faible et irrégulière avec des températures élevées. Au niveau économique, la région est caractérisée par la présence :

– D'une branche touristique avec la zone touristique de Djerba-Zarzis qui constitue l'un des principaux lieux de concentration des établissements touristiques du pays ;

– D'une activité importante du secteur de la pêche (400 km de côtes au gouvernorat de Médenine) ;

– D'un secteur agricole marqué par l'oléiculture (plus de 5 millions d'oliviers au gouvernorat de Médenine) ;

– D'un commerce informel avec la Lybie.

Le taux d'activité au gouvernorat est estimé à 43.1% avec un taux de chômage officiel de 15.1% (en 2014). La majorité des employeurs travaillent au secteur des services. (Tableau 1)

| Délégation | Taux d'activité % | Total | Services | Travaux publique | Industries manufacturières | Agriculture et pêche |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Médenine Nord | 44,97 | 15.163 | 10.070 | 2.750 | 1.688 | 326 |
| Médenine Sud | 44,95 | 14.448 | 9.004 | 2.623 | 1.287 | 1.292 |
| Beni Khedache | 30,37 | 4.703 | 2.365 | 1.498 | 277 | 518 |
| Ben Gardane | 42,55 | 20.495 | 13.158 | 4.551 | 1.049 | 1.530 |
| Zarzis | 38,27 | 18.431 | 10.795 | 3.882 | 1.672 | 1.709 |
| Djerba-Hount Essouk | 48,97 | 24.972 | 18.390 | 3.410 | 2.184 | 741 |
| Djerba-Midoun | 47,61 | 20.409 | 14.570 | 3.831 | 1.136 | 722 |
| Djerba-Ajim | 38,16 | 6.235 | 3.428 | 1.584 | 616 | 556 |
| Sidi Makhlouf | 38,51 | 5.925 | 2.666 | 1.739 | 516 | 941 |
| Total Gouvernaurat | 43,01 | 130.781 | 84.445 | 25.828 | 10.426 | 8.336 |

Tableau 1. Répartition de la population active selon le secteur d'activité au gouvernorat de Médenine (Source : Institut National de la Statistique 2015)

Le gouvernorat de Médenine est marqué par une disparité locale entre les délégations du gouvernorat et aussi par rapport aux autres délégations desud-est de la Tunisie. L'examen de l'indicateur synthétique de développement régional montre la disparité territoriale entre les délégations de la zone d'étude.

Selon l'Indice du Développement Territorial (IDT)[1], on peut distinguer trois groupes des délégations au gouvernorat de Médenine : délégations à faible niveau de développement socio-économique (Bénikhedache et Sidi Makhlouf), délégations à développement territorial moyen (BenGardane, Médenine-nord, Médenine-sud et Djerba-Ajim) et les délégations les plus développées (Djerba-HoumtEssouk, Djerba-Midoune et Zarzis) (Illustration 2).

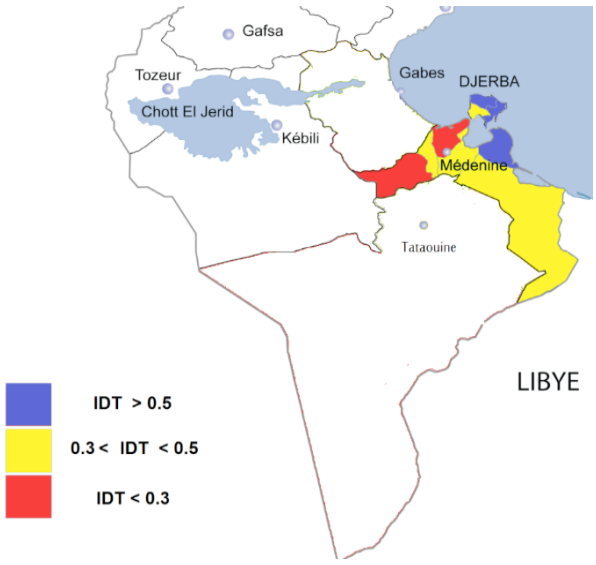


Illustration 2. La disparité territoriale au gouvernorat de Médenine (Source : Béchir el al. 2016)

1 L'indice du développement territorial (IDT) est la moyenne simple des 13 variables qui concernent les différentes délégations du gouvernorat, l'IDT est composé de trois indices différents à savoir l'indice de l'emploi, l'indice du savoir et l'indice des conditions de vie. Pour combiner des variables aussi disparates, il faut ramener tous ces indices à une unité commune entre 0 et 1, nommée score, ainsi plus l'IDT se rapproche de 1 plus le niveau de développement est élevé (Béchir et al. 2016).

**Atouts**

- Existence d'un potentiel réel d'exploitation agricole
- Existence de l'aéroport international de Djerba-Zarzis et un port international à Zarzis
- Position géographique de premier ordre comme accès à la Libye avec un poste frontalier à Ras Jedir, disposant la région d'un espace économique stratégique important
- Existence des plusieurs régions touristiques
- Existence d'un secteur de la pêche important
- Existence des plusieurs ressources naturelles

**Faiblesses**

- Climat difficile et faible niveau de précipitation
- Situation sécuritaire difficile qui peut affecter tout plan de développement de la région
- Faible niveau de valorisation des produits de l'agriculture
- Faible infrastructure routière
- Existence de plusieurs problèmes fonciers
- Lourdeur administrative
- Situation économique basé sur le commerce informel et sur l'état de passage frontalier de Ras Jedir

**Opportunités**

- Espace économique important
- Marché local, régional et extérieur demandeur des produits locaux agricoles
- Un marché libyen important et proche
- Existence d'une étude stratégique participative de développement (PREDD)
- Plan du développement 2016-2020

**Menaces**

- Allongement de la situation d'insécurité et d'instabilité en Libye.
- Augmentation de la salinité des nappes et non-pérennité de leur exploitation
- Avancée du désert
- Désintéressement de la jeunesse à l'agriculture
- Augmentation de l'immigration clandestine
- Démunissions de nombre des touristes qui visitent la région

Tableau 2. Analyse SWOT de la région de Médenine

Afin d'assurer un développement équilibré, il convient, ainsi, de réfléchir sur un processus de réformes qui peuvent conduire à un changement économique avec une participation plus large au processus décisionnel, des mesures d'ajustement à court et à moyen terme ainsi que des stratégies réalisables de développement à long terme. Dans ce contexte, une analyse SWOT de la région montre les importants atouts qu'il faut valoriser (Tableau 2).

La population du gouvernorat de Médenine connue pour sa longue tradition en matière d'immigration surtout vers la Libye, ces populations ont profité de sa proximité géographique de la frontière libyenne et ont réussi à traduire cet événement en phénomène socio-économique. De cela, cette région a connu l'apparition de ce qu'on appelle « souklibya » marqué par le commerce informel. Ce commerce malgré ces inconvénients qui touche l'économie nationale a permis l'amélioration du niveau de vie de la population du gouvernorat et même des autres zones du pays. Avec l'ouverture des frontières en 1988, l'ensemble des données sociales et économiques a été bouleversé au gouvernorat de Médenine grâce à l'apparition de nouveaux opérateurs économiques (intermédiaires, commerçants, etc.) et l'émergence d'un ensemble de réseaux clientélistes. La région a connu une explosion des migrations et des échanges commerciaux et une montée de la contrebande. Aujourd'hui, la ville de Ben Gardane, est connue en Tunisie par le commerce informel, par la contrebande et l'existence des millions de devis d'une façon illégale. C'est une région située à trente-deux kilomètres de la frontière libyenne vit de ces échanges commerciaux et dispose notamment d'un important marché spécialisé dans les produits importés de Libye à des prix très attractifs.

La délégation de Ben Gardane qui couvre 51,6% (4.732 km2) du territoire du gouvernorat de Médenine et qui dispose de ressources non-négligeables (pastorales, oléicoles, maritimes, minérales), son économie reste totalement dépendante du commerce informel et de la contrebande avec le territoire libyen. En dépit, de l'importance des ressources financières que procure ce type d'activités illicites dont l'impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations locales, force est de constater que le développement de cette délégation reste très fragile et prisonnier de l'ouverture ou non du passage frontalier de Ras Jedir.

De fait, l'économie de Ben Gardane, à l'instar d'autres délégations frontalières, est intégrée au système rentier de la Libye qui se base sur les richesses pétrolières du pays. Sur un autre plan, ni les acteurs locaux ni les institutions publiques n'ont profité convenablement de l'atout frontalier en initiant une dynamique d'accumulation durable basé sur des activités économiques solides tout en permettant la récupération et le recyclage des ressources financières du secteur informel.

### 2. Mesures d'état pour lutter contre la contrebande

La Tunisie a essayé depuis des années d'améliorer les relations avec la Libye. Ce partenariat entre les deux pays a donné lieu à plusieurs accords et conventions d'ordre économique, social, politique et culturel.  De fait, ces accords n'ont pas été concrétisés et la plupart d'entre eux semblent même être oubliés. Toutefois, sur le plan commercial, les relations entre les deux pays sont régies par la convention instituant une zone de libre échange signée à Tripoli le 14 Juin 2001, entrée vigueur le 19 février 2002. Cette convention supprime les barrières douanières et non douanières. Tous les produits originaires de l'un des deux pays sont exonérés des droits de douane et circulent librement. Sont exclus de ce régime, les produits prohibés dans le cadre de la zone de libre échange arabe pour des raisons de sécurité, de santé, d'environnement ou pour des raisons religieuses. Mais malgré ces conventions le commerce informel existe au gouvernorat de Médenine et surtout à Ben Gardane, ainsi, à chaque fois que le poste frontalier Ras Jedir est fermé, toute l'économie de la région se trouve paralysée, qu'elle soit formelle ou informelle, à cause de l'absence de substitut au commerce frontalier comme source de revenu.

En discutant avec quelques jeunes de gouvernorat de Médenine, pour la plupart d'eux, la marginalisation est un « destin social » qui prend tout son sens dans la punition infligée par « l'état central » à tout le territoire du Sud tunisien. En effet, à Ben Gardane il n'ya pas une infrastructure pour faciliter des investissements. Pour cela et afin de trouver des solutions au commerce informel l'état à déicide de créer une zone commerciale et logistique à Ben Gardane. Il s'agit d'un espace intégré pour la réalisation d'activités commerciales et de services visant à soutenir la dynamique économique et l'emploi dans la région, encourager l'établissement des grandes sociétés commerciales internationales, valoriser les avantages comparatifs de la zone frontalière et à renforcer la coopération avec les marchés voisins.

Aussi, l'état a décidé d'accélérer l'opération de publication du décret d'expropriation concernant le projet de l'autoroute Médenine-Ras Jedir. Ce projet vise à rendre Ben Gardane un pôle de services et d'investissement, aussi pour lutter contre la contrebande.

Ainsi et en vue d'assurer une meilleure surveillance des frontières tuniso-libyennes et empêcher le commerce informel et l'infiltration des armes, les autorités ont procédé à la mise en place d'un scanner sophistiqué à Ras Jedir ce qui permet aux services de la douane tunisienne de mieux contrôler ces frontières. Cela est renforcé par la construction d'un grand mur en terre et des fossés entre les deux postes frontaliers de Ras Jedir et Dhiba, pour renforcer la sécurité à la frontière tuniso-libyenne et diminuer la contrebande.

### 3. Situation présente et problèmes liées au commerce informel et la contrebande à Ben Gardane

De façon générale, le secteur informel est l'ensemble des activités économiques qui se réalisent en marge de législation sociale et fiscale. Ses principales activités sont les importations et la distribution. Elles sont différentes des activités de contrebande qui s'exercent en dehors du cadre légal comme le trafic de stupéfiants. Paradoxalement, le secteur informel, censé se soustraire au contrôle de l'état, fonctionne allègrement au vu et au su de tous. Le commerce informel, la migration et la contrebande constituent une réalité au gouvernorat de Médenine depuis plusieurs déceins. En effet plusieurs exemples confirment l'hypothèse que l'activité informelle dans ce gouvernorat est tolérée. A Ben Gardane, par exemple, il suffit de traverser la rue appelée « Wall Street » au centre de la ville pour s'en apercevoir. Derrière des dizaines de comptoirs bleus alignés qui occupent toute la rue, des changeurs attendent les clients, les tiroirs emplis de liasses. Des voitures libyennes et tunisiennes s'arrêtent pour faire du change qui est officiellement illégale en Tunisie. Pourtant à Médenine et à Ben Gardane, les petites boutiques juxtaposées font office de bureaux de change. Ils opèrent au vu et au su des douaniers et de la police. Sur la chaussée conduisant à Ras Jedir, des hommes agitent d'énormes liasses de billets pour attirer les automobilistes. Les « Sarafa » sont chargés du financement du commerce informel et du transfert de devises à l'étranger pour l'approvisionnement sur le marché international notamment asiatique. Suite à une discussion avec certain d'eux, le montant transféré par jour varie entre 1 et 3 Millions de Dinars (MD). Avec une moyenne de 2 MD par jour d'où le montant annuel transféré

à l'étranger, via le système des « Sarrafa », serait d'environ 750 MD.

Aussi, la vente du carburant en dehors des kiosques est théoriquement illégale en Tunisie. Le problème est que la livraison et la vente de ces produits se font, jour et nuit, sur la chaussée et personne ne réagit, ainsi plusieurs agents de sécurité travaillent dans le secteur de contrebande de carburant ou parfois ils ont une subornation des contrebandiers pour les laisser passer. Les contrebandiers apportent des milliers de litre de carburant à travers Ras Jedir ou par une zone appelée « Dhahret El Khos » et ce devant les forces armées. Ainsi, depuis la révolution jusqu'au 2016 « Dhahret El Khos » est presque l'unique endroit où les contrebandiers se permettaient d'échanger des marchandises avec les Libyens et s'approvisionnaient en hydrocarbures. (Illustration 3) Après l'attaque terroriste de Ben Gardane en mars 2016 les choses ont changé et les forces militaires ont contrôlé cette zone et ne laisse pas la réalisation d'échange de l'hydrocarbure. Notons que le « mur de protection » construit entre la Tunisie et la Libye et la zone militaire ont, certes, réduit l'ampleur de la contrebande, mais ils ne l'ont pas éradiquée complètement. Aussi, il est à remarquer qu'à Ben Guardane le « Souk Libya » réunit 960 commerçants de détail où le capital d'un détaillant varie de l'un à l'autre et chacun d'eux emploie, en moyenne, trois employés. Il en résulte une création d'environ 4800 emplois.

Illustration 3 : Des contrebandiers de carburant à « Dhahret El Khos » (à travers le mur de protection) (Source : Nasri 2017)

### 4. Alternatives à l'économie informelle et la contrebande

L'analyse de l'intervention étatique limitée et moins efficace pour la lutte contre le commerce informel et la contrebande au gouvernorat de Médenine et surtout à Ben Gardane a permis de détecter plusieurs défaillances. En effet, pour les citoyens de la région il n'y a pas selon eux des autres sources de revenu, ainsi, l'infrastructure de base et l'intervention étatique sont mineures. Il n'y a pas d'investissement de masse dans ces zones et l'économie reste tributaire des décisions da la politique libyenne. Certes, des activités du commerce informel et de la contrebande offrent des revenus importants à des milliers de personnes à Médenine, mais elles constituent une menace sérieuse au niveau économique et sécuritaire du pays.

Du fait qu'il n'est pas réglementé, le secteur informel suscite plusieurs préoccupations telles que la protection des consommateurs et des travailleurs, leur hygiène et la sécurité du pays. Il ne créé pas de valeur ajoutée, appauvrit l'état et menace la survie du secteur formel. Dans ce contexte, la question de légaliser ce secteur est d'une importance cruciale. Le problème majeur à Ben Gardane est le manque des solutions à court terme pour les contrebandiers, pour cela l'état les donnent un feu vert pour leurs transactions.

## RECOMMANDATIONS ET CONCLUSION

Afin de développer le gouvernorat de Médenine et surtout la région de Ben Gardane et officialiser les échanges informels, il faut que l'état améliore les infrastructures de la région ; ainsi, il faut évoluer progressivement les relations actuelles de la région avec la Libye qui restent marquées par la prédominance du secteur informel et soumises l'instabilité de la situation frontalière. Cela nécessite d'assurer une bonne relation avec tous les acteurs libyens afin de mettre en œuvre une libre circulation des biens et des personnes entre les deux pays, permettant ainsi la formation d'un espace économique sans frontières. Aujourd'hui, il est recommandé de créer un espace économique international entre le gouvernorat de Médenine et l'ouest de la Libye en particulier. En outre, les risques liés au développement de ce secteur informel notamment en ce qui concerne l'économie, les finances publiques, la sécurité, l'hygiène implique nécessairement une maîtrise de ce secteur et son intégration progressive dans la dynamique économique formelle y compris à travers la création de l'espace économique transfrontalier ouvert à l'international.

Pour développer les régions frontalières au gouvernorat de Médenine, il faut créer et valoriser cet espace économique international ; cela ce fait à long terme par :

– La création d'une agence régionale de partenariat et de coopération avec l'ouest de la Libye;

– La création d'un centre d'étude sur l'intégration tuniso-libyen;

– La collaboration avec les autorités libyennes pour ouvrir un consulat libyen à Médenine;

– La mise en place d'une structure de dialogue et de coopération entre la région et l'ouest libyen;

– La mise en place d'une cité des affaires en appui au développement de l'espace économique tuniso-libyen;

– La création d'une zone industrielle destinée au marché libyen;

– La création d'un espace d'une foire internationale à la frontière tuniso-libyen;

– La création d'une zone de libre échange des produits agricoles à la Choucha[2];

– Le développement de l'infrastructure de communication entre la région et l'ouest de la Libye;

– La réalisation d'un projet de chemin de fer jusqu'à Ras Jedir et l'accélération du projet de l'autoroute;

– La création d'une ligne maritime régulière entre Zarzis, Misrata et Zouara.

Ainsi, l'Etat doit être fort et capable de mettre en place une politique efficace pour assécher les sources d'approvisionnement des produits illégaux et mettre fin aux activités des contrebandiers, il faut initier un processus de formalisation du secteur informel à court et à moyen terme par :

– La réalisation d'une étude sur la formalisation du secteur informel;

– La légalisation des bureaux de change et ce par la modification des textes règlementaires d'organisations et de fonctionnement du marché de change en vue d'autoriser, par la loi, à vendre et à acheter les devises;

– La création d'une banque de développement dans le gouvernorat de Médenine;

– La mise en œuvre d'une structure transversale au niveau de la présidence du gouvernement responsable au secteur informel;

– L'adoption de projets de développement spécifique pour la région de Ben Gardane;

– Le renforcement des moyens humains et matériels des contrôleurs ainsi que changer les mécanismes de contrôle afin de lutter contre la corruption;

– L'installation d'un système électronique de surveillance au niveau des frontières tuniso-libyennes;

– Intégration des petits commerçants, dont l'unique source de revenu provient de commerce informelle, au secteur formel et au système fiscal et bénéficier ainsi d'une couverture sociale.

Actuellement, la Tunisie traverse une crise sans précédent amorcée par les régions intérieures du pays qui ont pourtant bénéficié de nombreux programmes de développement qui prétendaient les développer. Mais le constat a montré que les résultats sont mitigés pour ne pas dire maigres. Les raisons sont essentiellement liées aux politiques de développement régional qui ont été guidées par une forte centralisation dans la gestion et dans la décision. Dans ce contexte, la situation au gouvernorat de Médenine, nécessite de repenser les programmes et projets de développement au niveau de cette région. Ce gouvernorat est marqué par le manque des grands projets et des grandes usines, ainsi la ville de Ben Gardane est connue par la facilitation de la circulation des biens et des personnes qui a fait un important couloir d'échange et de transit entre la Tunisie et la Libye. Cela a résulté l'apparition de la contrebande et du secteur informel depuis plusieurs années et qui a pris de l'ampleur dans la région à cause de différentiel de prix. Ce secteur a amélioré les conditions de vie des plusieurs familles de la région, malgré ses effets négatifs sur l'économie national. Le commerce informel et la contrebande au gouvernorat de Médenine sont des phénomènes difficiles à quantifier, cela nécessite de réaliser une analyse et diagnostic de secteur de contre-

2 Choucha est une zone sur les frontières tuniso-libyennes ; à sept kilomètres du poste frontière de Ras Jdir et à 25 kilomètres de la ville de Ben Gardane.

bande, afin de voir les possibilités d'officialiser le commerce informel et le rendre vers la formelle. Aujourd'hui, la mauvaise gouvernance conjuguée à une absence de vision de développement régional et à la corruption est au cœur du problème et sont les principales causes de l'échec de la politique de développement régional, à considérer qu'il y eut bien une telle politique de développement au gouvernorat de Médenine. Il convient, ainsi, de réfléchir sur un processus plus inclusif de réformes qui peuvent conduire à un changement économique de l'informelle vers la formelle avec une participation plus large au processus décisionnel, des mesures d'ajustement à court terme et des stratégies de développement à long terme où leur conception et leur mise en œuvre doivent exiger un comportement visionnaire et transparent, une attitude d'apprentissage et des prises de décisions fondées avec une participation des différentes parties prenantes : Etat, sociétés civiles, secteur privé et citoyens intéressés.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Antony, G.M. ; Visweswara, Rao 2007. A composite index to explain variations in poverty, health, nutritional status and standard of living: Use of multivariate statistical methods. Public Health, n° 121, pp : 578-587.

Banque Africaine de Développement 2011. La révolution en Tunisie : Défis et perspectives économiques, Rapport de recherche.

Banque Africaine de Développement 2012. Tunisie : Défis Économiques et Sociaux Post – Révolution, Rapport de recherche.

Béchir, Riadh ; Ounalli, Nadia ; Sghaier, Mongi 2011a. L'inégalité territoriale dans le Sud-est Tunisien : une mise en évidence à travers l'analyse des indicateurs régionaux de développement. Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales, vol. 34, n° 2-3,pp : 61-68.

Béchir, Riadh ; Ounalli, Nadia ; Sghaier, Mongi ; Jaouad, Mohamed ; Dhifallah, Saidmiloud 2011b. Objectifs du millénaire pour le développement ; réalisation et disparité régionale en Tunisie. Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment, New Médit, vol. X, n° 4, pp : 25-34.

Béchir, Riadh 2013a. Développement durable et lutte contre le pauvreté, cas de la Tunisie, Thèse de doctorat en économie, faculté des sciences économiques et de Gestion de Sfax.

Béchir Riadh ; Sghaier,Mongi 2013b. Taux de pauvreté et ses mesures en Tunisie. Mediterranean Journal of Economics, Agriculture and Environment, New Médit, vol. XII, n° 2, pp : 02-10.

Béchir, Riadh ; Béchir, Sawsen ; Sghaier, Mongi ; Jaoued, Mohamed 2016. Disparité locale et perspectives du développement territorial au Sud-Est tunisien, article dans le cadre du Colloque international : Développement socio-économique et dynamique des sociétés rurales : Pluralité d'acteurs, gestion des ressources et développement Territorial, organisé par l'Institut des Régions Arides, Zarzis, Tunisie.

Belhedi, Amor 1999. Les disparités spatiales en Tunisie : Etat des lieux et enjeux. Revue Méditerranée, 1999, n° 1-2, pp : 63-72.

Haddar, Mohamed 2013. Partenariat du gouvernorat de Médenine avec l'ouest de la Libye. Plan régional d'environnement et de développement durable (PREDD) du gouvernorat de Médenine, TRE Médenine.

Institut National de la Statistique 2015. Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2014, Principaux indicateurs.

Laarousi, Kamel 2009. L'espace frontalier tuniso-libyen dans la tourmente de la mondialisation : prémices de la souveraineté du « nomadisme moderne » dans les nouvelles « régions économiques ». Actes du Colloque International « Sociétés en transition et développement local en zones difficiles, DELZOD » Djerba-Tunisie.

Nasri, Mariem 2017. Reportage documentaire « Assater » sur la contrebande en Tunisie, Chaire télévisée DW, émission « Alsolta Alkhamisa » publiée le 21 Juin 2017.

Office de Développement de Sud 2015. Le Sud-Est en chiffre 1997-2014.

**A l'auteur**
Dr. Riadh Béchir
Docteur en Sciences Economiques, Université de Sfax, chercheur au Laboratoire d'Economie et Sociétés Rurales à l'Institut des Régions Arides de Médenine (Tunisie), président de l'Association du développement et des études stratégiques de Médenine.
Riadh.Bechir@ira.agrinet.tn